



18, rue des Gaudines
78100 Saint-Germain-en-Laye

ETAT - Ministère de la Justice
Secrétariat Général du Ministère de la Justice -
Direction Immobilière de Paris
1 quai de la Corse
75181 PARIS CEDEX 04
FRANCE

À l'attention de Mme Charlotte Selve

Affaire N° : PS/23200152

Réf. client :

Chargé d'opération :

Bilal EL HAMDAOUI

Email : bilal.elhamdaoui@risk-control.fr

Electricien:

Nazim AISSIOU

Email : nazim.aissiou@risk-control.fr

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE

Indice 0

Travaux de mise en accessibilité et de création d'un SAUJ au tribunal de
proximité de Lagny

108 Rue Saint-Denis,
77400 Lagny sur Marne

MISSIONS :

L + SEI + LE + HAND + TH

Saint-Germain-en-Laye, le 25 avril 2025

Accréditation n° 3-0959
Liste des sites et portées disponibles sur
www.cofrac.fr



Les seules missions accréditées
sont les missions L et S



SOMMAIRE

1. Objet du rapport	2
2. Renseignements généraux	4
3. Renseignements Particuliers	6
4. Liste des documents examinés	8
5. Remarques préliminaires	10
6. Rapport de contrôle technique	12
6.1. MISSION DE TYPE L RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET DES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLES	12
6.2. MISSION DE TYPE SEI RELATIVE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES PETITS ETABLISSEMENTS (PE) . 13	
6.3. MISSION DE TYPE TH RELATIVE À L'ISOLATION THERMIQUE ET AUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIE	14
6.4. MISSION DE TYPE HAND RELATIVE À L'ACCESSIBILITÉ DES BATIMENTS AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE	15
6.5. MISSION DE TYPE LE RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES EXISTANTS	16
7. Récapitulatifs des avis défavorables et suspendus	17
8. Liste des documents à communiquer (liste non exhaustive)	19



1. OBJET DU RAPPORT

Le présent document constitue le rapport prévu dans le contrat de Contrôle Technique N° PS/23200152, associé à la proposition N° PS/23P200181, que RISK CONTROL doit adresser au Maître d'Ouvrage.

La colonne avis sera remplie selon les abréviations suivantes :

- **F : Avis Favorable**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception (RICT) ou réalisation (RFCT) sont satisfaisantes, dans le cadre de notre mission.

- **S : Avis Suspendu**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. La non-communication des informations manquantes conduira à la formulation d'un avis défavorable sur cet ouvrage ou cet élément d'équipement dans notre rapport final.

- **D : Avis Défavorable**

Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.

- **SO : Sans Objet**

L'ouvrage ou l'élément d'équipement cité n'existe pas.

- **HM : Hors Mission**

L'ouvrage ou l'élément d'équipement cité ne fait pas partie du programme des travaux visé par notre contrat de contrôle technique.

Les avis sur les dispositions techniques qu'il comporte sont émis à partir des documents constitutifs du dossier qui nous ont été communiqués à ce jour et qui sont répertoriés ci-après.

Pour la bonne compréhension de la signification des avis formulés dans ce rapport, il est précisé que :

- les vérifications de RISK CONTROL sont effectuées par rapport aux textes de référence prévus au contrat.
- les avis ne concernent que la conception et ne préjugent pas des avis qui pourront être formulés sur la réalisation.
- les avis suspendus concernent les dispositions insuffisamment définies sur lesquelles nous ne pouvons, en l'état actuel, formuler d'avis favorable ou défavorable. En l'absence de fourniture en temps utiles des renseignements et documents nécessaires à RISK CONTROL, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification par RISK CONTROL.

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre, pour revoir ou compléter nos avis dans le cas où interviendraient des éléments nouveaux par rapport aux dispositions examinées.

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.



Nous rappelons également que chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les entreprises devront procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, et fournir les fiches d'auto-contrôle correspondantes.

Nous rappelons, à l'attention des Constructeurs, que la responsabilité de RISK CONTROL ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées ou dont les documents ne lui ont pas été transmis. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.



2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

AFFAIRE

Travaux de mise en accessibilité et de création d'un SAUJ au tribunal de proximité de Lagny
108 Rue Saint-Denis,, 77400 Lagny sur Marne

MAÎTRISE D'OUVRAGE

ETAT - Ministère de la Justice
Secrétariat Général du Ministère de la Justice - Direction Immobilière de Paris
1 quai de la Corse
75181 PARIS CEDEX 04

MAÎTRISE D'OEUVRE

Idonéis architectes ingénieurs
GRAND PARIS – Cité Descartes 1
8, rue Albert Einstein
77420 CHAMPS SUR MARNE
T +33 (0)1 60 06 04 75

BUREAUX D'ÉTUDES

BUREAU D'ÉTUDES STRUCTURE	BETEX Ingénierie
BUREAU D'ÉTUDES SOLS	SAGA
BUREAU D'ÉTUDES THERMIQUE	Sans Objet
BUREAU D'ÉTUDES ACOUSTIQUE	Sans Objet
BUREAU D'ÉTUDES FLUIDES	Sans Objet
BUREAU D'ÉTUDES AUTRES	Sans Objet



DÉTAILS DE L'AFFAIRE

DÉLAI	6 Mois
MONTANT DES TRAVAUX (HT)	335 K Euros
DÉMARRAGE	Sans Objet



3. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPÉRATION

Le projet consiste en des travaux de mise en accessibilité et d'aménagement d'un SAUJ au tribunal de proximité situé au 108, rue Saint-Denis – 77400 LAGNY-SUR-MARNE (77).

Description architecturale :

L'établissement est sur trois niveaux :

- Sous-sol : comprenant des locaux archives, bibliothèque, un sanitaire, local TI, bureau saisie, bureau Régie, chaufferie, local TGBT, local stockage et parking;
- RDC : comprenant le Hall d'accueil, un bureau d'accueil et reprographie, espace nationalité, un box, une salle du conseil, une salle d'audience, local ménage, local informatique, bureau Directrice de Greffe et deux sanitaires ;
- R+1 : comprenant service tutelles, cuisine, WC, bureau pénal, local gardien et bureau civil.

Description des installations techniques :

- La fourniture et la pose d'un chauffe-eau électrique de 1800 W environ avec accumulateur de 50 L.
- Chauffe-eau pour le sanitaire PMR et local ménage RDC (1U).
- Chauffe-eau pour les sanitaires et cuisine, salle de pause R+1 (1U).
- RADIATEURS A EAU CHAUDE
- CENTRALE DE TRAITEMENT DE L'AIR : La centrale de traitement d'air sera de type double-flux avec récupération de chaleur, d'une capacité en introduction et extraction égale à 900 m³/h sous 400 Pa.
- La fourniture et la pose d'un caisson de VMC de 60 m³/h (positionné en toiture).

Description des locaux à risques :

- Les locaux à risque sont les suivants : stockage et local ménage
- Ces locaux seront équipés de parois coupe-feu 1h et de portes coupe-feu 1/2h avec ferme-portes

Textes réglementaires applicables :

Normes, DTU, Eurocodes et les règles de l'art pour la solidité de l'ouvrage.

L'arrêté du 22 juin 1990 modifié relatif à la sécurité incendie des établissements de 5 catégorie.

Arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

ERP 5^{ème} sans locaux à sommeil.

ERP type W de 5e catégorie avec activités de type L.



N° : PS/23200152
Indice : 0

Travaux de mise en accessibilité et de création d'un SAUJ au tribunal de proximité de Lagny
108 Rue Saint-Denis,, 77400 Lagny sur Marne

25/04/2025

DOSSIER PC / AT

État de permis de construire NonTransmis

Prescription particulières :

Sans Objet



4. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

LISTE DES DOCUMENTS

Documents transmis par Madame SELVE Charlotte, le 7 avril 2025, comprenant les éléments suivants :

- 1137_DCE_ind02c_PE :

- 1137_DCE_ind02c_DPGF
- 1137_DCE_ind02c_GENTCE
- 1137_DCE_ind02c_LOT 01_ DESAMIANPAGE
- 1137_PCE_ind02c_LOT02_DEMOLITIONS_GO_CARRELAGE
- 1137_DCE_ind02c_LOT 03_SERRURERIE
- 1137_DCE_ind02c_LOT 04_AMENAGEMENTS INTERIEURS
- 1137_DCE_ind02c_LOT 05_ PEINTURES_ SOLS SOUPLES
- 1137_DCE_ind02c_LOT 06_ PLOMBERIE_CVC
- 1137_DCE_ind02c_LOT 07_ELECTRICITE
- 1137_DCE_ind02c_Planning

- 1137_DCE_ind02c_PG :

- 1137_DCE_ind02c_PL01 Plan de situation
- 1137_DCE_ind02c_PL02 Plan masse - Existant
- 1137_DCE_ind02c_PL03 Plan masse - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL04 Plan de démolitions RDC
- 1137_DCE_ind02c_PL05 Plan de démolitions R+1
- 1137_DCE_ind02c_PL06 Plan d'aménagement RDC - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL07 Plan d'aménagement R+1 - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL08 Plan d'aménagement - Sous-sol
- 1137_DCE_ind02c_PL09 Coupes - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL10 Plan de revêtements RDC - Projet 1137_DCE_ind02c_PL11 Plan de revêtements R+1 - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL12 Plan de faux-plafonds - Electricité RDC - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL13 Plan de faux-plafonds-Electricité R+1 et toiture - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL14 Plan Plomberie - CVC RDC - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL15 Plan Plomberie - CVC R+ 1 et toiture - Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL16 Plan de façade S - Existant Projet
- 1137_DCE_ind02c_PL17 Nomenclature des menuiseries intérieures
- 1137_DCE_ind02c_PL18 Plan de fondations rampe
- 1137_DCE_ind02c_PL19 Coupe sur rampe extérieure
- 1137_DCE_ind02c_PL20 Axonométrie
- 1137_DCE_ind02c_PL21 Axonométrie salle d'audience
- 1137_DCE_ind02c_PL22 Guichets d'accueil
- 1137_DCE_ind02c_PL23 Axonométrie façade
- 1137_DCE_ind02c_PL24 Phasage prévisionnel
- 1137_DCE_ind02c_PL25 Installations temporaires de chantier
- 1137_DCE_ind02c_PL26 Aménagement intérieur du bâtiment modulaire
- 1137_DCE_ind02c_PL27 Faux-plafond _ Electricité du bâtiment modulaire
- 1137_DCE_ind02c_PL28 Façades du bâtiment modulaire



LISTE DES DOCUMENTS

Documents complémentaires transmis par Madame PANNETIER, le 24 avril 2025, comprenant les éléments suivants :

- La notice de sécurité incendie
- La notice d'accessibilité handicapée ;
- Le rapport géotechnique G5 + G2 AVP;
- Diagnostic structure BETEX Ingénierie.



5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

5.1. Rappels généraux

Constituent des « ouvrages » au sens du présent rapport :

- Les réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert.

Constituent des « éléments d'équipement » au sens du présent rapport, les parties de la construction autres qu'ouvrages.

Constitue un « élément d'équipement indissociablement lié à un ouvrage » au sens du présent rapport, tout élément d'équipement dont la dépose ou le démontage ou le remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

5.2. Limite de mission

Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100 et notamment, les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts du présent rapport.

A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :

- la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
- la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
- toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
- toute mission d'audit ou de diagnostic

5.3. Cas de la mission S portant sur la sécurité des personnes dans les constructions

La mission S est décomposée comme suit :

- mission de type SH pour les bâtiments d'habitation
- mission de type STI Pour les bâtiments relevant du code du travail
- mission de type SEI Pour les bâtiments recevant du public

Suivant le classement du (ou des) bâtiment(s) concernés par l'opération, seuls les avis liés à ce (ou ces) classement (st) seront formalisés dans la suite du présent rapport (paragraphe 6).



5.4. Emploi de Techniques Non Courantes (TNC)

Nous rappelons que le Maître d'oeuvre et les entreprises doivent systématiquement informer au préalable RISK CONTROL de tout procédé relevant d'une Technique Non Courante qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre.

Pour mémoire, les Techniques Non Courantes (TNC) regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

RISK CONTROL rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en oeuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui nous a été confiée. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, nous serions dans l'obligation d'émettre un avis défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs...) ainsi que celui du ainsi que celui du Maître-d'Ouvrage ; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.



6. RAPPORT DE CONTRÔLE TECHNIQUE

6.1. MISSION DE TYPE L RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET DES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLES		AVIS
6.1.1. OUVRAGES DE RESEAUX DIVERS ET DE VOIRIE		
○ Réseaux divers dont la destination est la desserte privative de la construction		HM
○ Voirie, à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières, dont la destination est la desserte privative de la construction		HM
6.1.2. OUVRAGES DE FONDATIONS		
○ Fondations profondes		S1
○ Fondations semi-profondes		SO
○ Fondations superficielles		SO
○ Radier		SO
○ Autre		SO
6.1.3. OUVRAGES DE SOUTÈNEMENT		
○ Avis sur ouvrages de soutènement		SO
6.1.4. DALLAGES		
○ Avis sur dallages		F
6.1.5. OUVRAGES D'OSSATURE (ÉLÉMENTS PORTEURS ET CONTREVENTEMENTS)		
○ Avis sur ouvrages d'ossature		F
6.1.6. OUVRAGES DE CLOS		
○ Menuiseries Extérieures		F
○ Parties enterrées y compris leur caractère étanche		HM
○ Avis sur façades		HM
6.1.7. OUVRAGES DE COUVERT		
○ Couverture		SO
○ Étanchéité		S2
6.1.8. POUR LES BÂTIMENTS, AVIS SUR LES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLEMENT LIÉS AUX OUVRAGES (MISSION L)		
○ Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de réseaux divers et de voirie dont la destination est la desserte privative de la construction		HM
○ Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de fondation		HM
○ Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages d'ossature (garde-corps, carrelages scellés etc..)		HM
○ Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages de clos et couvert (ITE, etc..)		HM
○ Éléments d'équipement dont la défaillance rend un ouvrage impropre à sa destination		HM



6.2. MISSION DE TYPE SEI RELATIVE À LA SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES PETITS ETABLISSEMENTS (PE)	AVIS
Communication du dossier administratif (PC/AT/ACAM/DP etc..)	S3
Communication des attendus du Permis de Construire ou de l'avis des autorités	S4
Dispositions générales	HM
Construction, dégagements et gaines	F
Aménagements intérieurs	F
Désenfumage	SO
Installations de cuisson	SO
Chauffage et ventilation	F
Installations électriques	S5
Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants	SO
Moyens de secours	F
Règles complémentaires pour les établissements comportant des locaux à sommeil	SO
Règles spécifiques aux petits hôtels (PO)	SO
Règles spécifiques aux petits établissements de soins (PU)	SO
Règles spécifiques aux petits établissements sportifs (PX)	SO



6.3. MISSION DE TYPE TH RELATIVE À L'ISOLATION THERMIQUE ET AUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIE	AVIS
Règlementation thermique applicable	S6
Notes de calculs des consommations conventionnelles d'énergie et des températures intérieures conventionnelles	SO
Exigences de résultats	SO
Exigences de moyens	SO
Documents justifiant les caractéristiques thermiques des produits et équipements	SO



6.4. MISSION DE TYPE HAND RELATIVE À L'ACCESSIBILITÉ DES BATIMENTS AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE		AVIS
PRESCRIPTIONS COMMUNES		
○ Communication des attendus du Permis de Construire ou de l'avis des autorités		S7
○ Cheminements extérieurs		S8
○ Stationnement		HM
○ Circulations intérieures horizontales		F
○ Circulations intérieures verticales :		
■ Escalier		HM
■ Ascenseur		SO
○ Logements		SO
ERP – IOP		
○ Accès au bâtiment		F
○ Accueil du public		F
○ Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques		SO
○ Revêtements (sols, murs et plafonds)		F
○ Équipements, dispositifs de commande, portes, portiques et sas		F
○ Sanitaires		F
○ Éclairage		F
○ Établissements recevant du public assis		F
○ Établissements comportant des locaux d'hébergement		SO
○ Cabines et espaces à usage individuel		SO
○ Caisse de paiement		SO



6.5. MISSION DE TYPE LE RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES EXISTANTS	AVIS
Définition du programme de travaux sur existants (Existence de documents définissant de manière précise ce programme)	F
Renseignements justificatifs et documents se rapportant aux ouvrages existants (constat d'état des lieux, résultats des études de diagnostic effectués, documents définissant les existants.)	F
Compatibilité du programme des travaux avec l'état des existants (solidité des parties anciennes des ouvrages concernées par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs)	S9

7. RÉCAPITULATIFS DES AVIS DÉFAVORABLES ET SUSPENDUS

AVIS	COMMENTAIRES
S1	<p>(Mission L): Fondations profondes</p> <p>Des fondations sont prévues en micropieux pour la rampe d'accès.</p> <p>Il conviendra de nous transmettre le rapport G2 PRO conformément à la norme NF P 94-500, confirmant les préconisations formulées dans le rapport G2AVP.</p> <p>Il conviendra de prévoir des joints de dilatation entre les fondations existantes et les nouvelles fondations.</p>
S2	<p>(Mission L): Étanchéité</p> <p>Il conviendra de nous préciser le traitement d'étanchéité prévu pour la zone recevant le caisson de VMC et la CTA.</p>
S3	<p>(Mission SEI (PETITS ETABLISSEMENTS)): Communication du dossier administratif (PC/AT /ACAM/DP etc..)</p> <p>Le dossier PC/AT du projet ne nous a pas été transmis.</p>
S4	<p>(Mission SEI (PETITS ETABLISSEMENTS)): Communication des attendus du Permis de Construire ou de l'avis des autorités</p> <p>Le retour du SDIS sur le dossier du PC/AT est à nous transmettre.</p>
S5	<p>(Mission SEI (PETITS ETABLISSEMENTS)): Installations électriques</p> <p>L'absence de travaux sur les installations électriques au niveau de la salle d'audience et de la circulation au 1er étage (CCTP lot 07 ÉLECTRICITÉ et les plans d'implantation des installations électrique) n'a pas été confirmé dans le dossier technique DCE (s'assurer à minima dans les zones non-concernées par les travaux la présence les éclairages de sécurité BAES fonctionnels notamment dans la salle d'audience et dans la circulation au 1er étage).</p> <p>La présence du ballon d'eau dans le local ménage n'est pas justifiée pour un local à risques particuliers d'incendie (gravation des risques d'incendie selon la partie 422 de la norme NF C 15-100 - une limitation du matériel électrique au strict nécessaire des besoins dudit local dans les locaux à risques particuliers d'incendie (locaux BE2) - voir la possibilité de mettre ce ballon d'eau chaude dans le WC PMR).</p>
S6	<p>(Mission TH): Règlementation thermique applicable</p> <p>Absence de précision concernant la réglementation thermique applicable.</p> <p>Il conviendra de nous nous transmettre l'étude thermique dans le cadre de ce projet.</p>
S7	<p>(Mission HAND): Communication des attendus du Permis de Construire ou de l'avis des autorités</p> <p>Le retour des services compétents est à nous transmettre.</p>
S8	<p>(Mission HAND): Cheminements extérieurs</p> <p>Absence de précision concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dimensions des marches de l'escalier au niveau des cheminements extérieurs ; • la présence d'une bande d'éveil à vigilance ; • la présence des nez de marche contrastés ; • le prolongement des mains courantes d'une largeur d'une marche (28 cm).



AVIS	COMMENTAIRES
	<p>La création d'une pente au niveau de l'accès du bâtiment relève de l'application de l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public neufs. La pente doit être de 5 % maximum, au lieu des 6 % prévus dans la notice d'accessibilité et sur les plans de la rampe.</p>
S9	<p>(Mission LE): Compatibilité du programme des travaux avec l'état des existants (solidité des parties anciennes des ouvrages concernées par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs)</p> <p>Il conviendra de nous transmettre le rapport géotechnique précisant l'impact des fondations en micropieux de la rampe sur les fondations existantes.</p> <p>Il conviendra également de nous communiquer la méthodologie de mise en œuvre des micropieux ainsi que les préconisations prévues pour la protection des fondations existantes.</p>



8. LISTE DES DOCUMENTS À COMMUNIQUER (LISTE NON EXHAUSTIVE)

LISTE DES DOCUMENTS

Sans Objet

Fait à Paris, le 25 avril 2025

Le chargé d'opération :
Bilal EL HAMDAOUI

L'électricien :
Nazim AISSIOU